



# Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. générale  
19 juillet 2012  
Français  
Original: anglais

## Groupe d'examen de l'application

### Troisième session

Vienne, 18-22 juin 2012

## Rapport du Groupe d'examen de l'application sur les travaux de sa troisième session, tenue à Vienne du 18 au 22 juin 2012

### Table des matières

Page

I. Introduction . . . . .	2
II. Organisation de la session . . . . .	2
A. Ouverture de la session . . . . .	2
B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux . . . . .	4
C. Participation . . . . .	4
III. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption . . . . .	6
A. Tirage au sort . . . . .	6
B. Modèle de résumé analytique . . . . .	9
C. Rapports thématiques sur l'application . . . . .	10
IV. Assistance technique . . . . .	11
V. Questions financières et budgétaires . . . . .	13
VI. Autres questions . . . . .	15
Séance d'information à l'intention des organisations non gouvernementales . . . . .	15
VII. Ordre du jour provisoire de la quatrième session . . . . .	16
VIII. Adoption du rapport . . . . .	16
Annexes	
I. Ordre du jour provisoire de la quatrième session du Groupe d'examen de l'application . . . . .	17
II. États parties sélectionnés pour être examinés et comme examinateurs pour le premier cycle d'examen . . . . .	18



## **I. Introduction**

1. Dans ses résolutions 1/1, 2/1 et 3/1, la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a rappelé l'article 63 de la Convention, et en particulier le paragraphe 7 de cet article, aux termes duquel elle créerait, si elle le juge nécessaire, tout mécanisme ou organe approprié pour faciliter l'application effective de la Convention.
2. Conformément au paragraphe 42 des termes de référence du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention (résolution 3/1, annexe), le Groupe d'examen de l'application est un groupe intergouvernemental d'États parties à composition non limitée, qui fonctionne sous l'autorité de la Conférence et lui fait rapport. La Conférence a décidé que le Groupe d'examen de l'application aurait pour fonctions de superviser le processus d'examen afin de recenser les problèmes et les bonnes pratiques et d'examiner les besoins d'assistance technique pour veiller à la bonne application de la Convention. Elle a également décidé qu'il se réunirait au moins une fois par an à Vienne.
3. Dans sa résolution 4/1, intitulée "Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption", la Conférence a fait siennes les Lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat pour la conduite des examens de pays et l'esquisse des rapports d'examen de pays que le Groupe avait finalisées à sa première session.
4. Toujours dans cette résolution, la Conférence a rappelé la décision qu'elle avait prise dans sa résolution 3/1, par laquelle le Groupe d'examen de l'application avait été chargé du suivi et de la poursuite des travaux entrepris précédemment par le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur l'assistance technique, et elle a tenu compte du fait que, selon le paragraphe 11 des termes de référence, l'un des buts du Mécanisme est d'aider les États parties à identifier et justifier les besoins spécifiques d'assistance technique et de promouvoir et faciliter la fourniture d'une assistance technique.
5. Dans sa résolution 3/4 intitulée "Assistance technique pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption", la Conférence a pris acte des recommandations du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur l'assistance technique figurant dans le rapport du Secrétariat sur les travaux dudit Groupe de travail (CAC/COSP/2009/8).

## **II. Organisation de la session**

### **A. Ouverture de la session**

6. Le Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption a tenu sa troisième session à Vienne du 18 au 22 juin 2012.
7. Les débats de la 1<sup>re</sup> à la 4<sup>e</sup> séance et de la 6<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> séance du Groupe ont été présidés par Eugenio María Curia (Argentine) et ceux de la 5<sup>e</sup> séance par Simona Marin (Roumanie). Dans ses observations liminaires, le Président a rappelé la résolution 3/1 de la Conférence, qui contient les termes de référence du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Le Mécanisme avait entamé ses travaux à la première session du Groupe, qui s'était tenue en juin 2010. Le Groupe avait repris sa première session en novembre 2010, tenu sa deuxième session en juin 2011, repris cette deuxième session en septembre 2011 et poursuivi la reprise de cette deuxième session en marge de la quatrième session de la Conférence à Marrakech en octobre 2011. À cette quatrième session, la Conférence avait pu examiner pour la première fois les travaux du Mécanisme au cours d'un débat riche en échanges d'expériences et d'informations, et avait approuvé, dans sa résolution 4/1, l'action menée par le Groupe.

8. Sur l'invitation du Président, le Directeur de la Division des traités a fait une déclaration liminaire au cours de laquelle il a souligné que la Conférence avait adopté un mécanisme novateur d'examen par des pairs pour aider les pays à recenser et combler les lacunes dans leurs cadres nationaux de lutte contre la corruption. À sa quatrième session, la Conférence avait pris acte, dans sa résolution 4/1, des enseignements tirés du processus d'examen de pays et de l'action menée par le Groupe. Dans cette même résolution, elle avait fait siennes les Lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat et approuvé la pratique que le Groupe avait suivie concernant le tirage au sort. Elle avait également fait sienne la résolution adoptée par le Groupe sur les ressources nécessaires et examiné les recommandations de ce dernier en matière d'assistance technique. Dans sa résolution 4/5, elle avait décidé que des signataires, des non-signataires, ainsi que des entités et des organisations intergouvernementales participeraient aux travaux du Groupe. En application de la résolution 4/6, les organisations non gouvernementales (ONG) avaient été invitées à la toute première séance d'information sur les travaux du Mécanisme, organisée à leur intention en marge de la session en cours. À mesure que le Mécanisme progressait dans les examens de pays, le secrétariat faisait la synthèse des informations, des bonnes pratiques, des problèmes ainsi que des besoins d'assistance technique qui avaient été recensés et examinés. Le Directeur de la Division des traités a noté que l'une des particularités essentielles du Mécanisme était qu'il offrait la possibilité d'aider les États à répondre aux besoins d'assistance technique mis en évidence et, à cet égard, il a encouragé les donateurs comme les bénéficiaires à saisir pleinement cette possibilité. L'effort de collaboration déployé dans le cadre des travaux du Mécanisme avait également suscité un intense sentiment d'"appropriation" de la Convention.

9. La Ministre de l'intégrité institutionnelle et de la lutte contre la corruption de l'État plurinational de Bolivie a mentionné les mesures que son pays avait mises en œuvre, en précisant que le programme de réforme de ce dernier en matière de lutte contre la corruption se fondait sur la Convention. L'application de la nouvelle législation nationale anticorruption avait permis, a-t-elle fait observer, d'enregistrer des avancées considérables dans la poursuite et le jugement des actes de corruption mais également dans la prévention et le recouvrement d'avoirs. Elle s'est toutefois inquiétée de l'état actuel de la coopération internationale en matière pénale dans le cadre de la Convention, plus particulièrement s'agissant de l'extradition, et a lancé un appel à tous les États parties pour qu'ils appliquent pleinement les dispositions de la Convention.

## **B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

10. Le Président a demandé au secrétariat de fournir des éclaircissements sur le projet d'organisation des travaux. Le secrétaire a noté que le projet figurant en annexe au document CAC/COSP/IRG/2012/1 était conforme aux instructions que le Bureau élargi de la Conférence avait données au secrétariat. Le Groupe est convenu de consacrer la troisième journée de la session en cours à des réunions trilatérales pour les examens de pays, à des consultations informelles et à la séance d'information destinée aux ONG, comme le prévoyait la résolution 4/6. Il s'ensuivait que le point 5 de l'ordre du jour, intitulé "Autres questions", ne figurerait pas au programme de travail de cette journée. Il était entendu que cette séance d'information bénéficiait de services d'interprétation à la session en cours, du fait de la disponibilité de ressources, sans que cela ne constitue pour autant un précédent.

11. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 18 juin, le Groupe a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Questions d'organisation:
  - a) Ouverture de la session;
  - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption.
3. Assistance technique.
4. Questions financières et budgétaires.
5. Autres questions.
6. Ordre du jour provisoire de la quatrième session du Groupe d'examen de l'application.
7. Adoption du rapport du Groupe d'examen de l'application sur les travaux de sa troisième session.

## **C. Participation**

12. Les États parties à la Convention énumérés ci-après étaient représentés à la troisième session du Groupe: Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Grèce, Guatemala, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Maroc, Mexique, Monténégro, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou,

Philippines, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

13. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention, était représentée à la session.

14. Dans l'article premier de la résolution 4/5 intitulée "Participation de signataires, de non-signataires, d'entités et d'organisations intergouvernementales aux travaux du Groupe d'examen de l'application", qu'elle avait adoptée à sa quatrième session, la Conférence avait décidé que les États signataires auraient le droit de participer au Groupe.

15. Les États signataires de la Convention ci-après étaient représentés par des observateurs: Allemagne, Japon et République tchèque.

16. Dans l'article 3 de sa résolution 4/5, la Conférence avait décidé que les États non signataires seraient invités à assister aux délibérations du Groupe à condition d'avoir avisé ce dernier, par l'entremise du secrétariat, de leur intention ou de leur décision de ratifier, d'accepter ou d'approuver la Convention, ou d'y adhérer, conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 67.

17. L'État non signataire suivant était représenté par un observateur: Oman.

18. La Palestine, entité ayant une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies, était représentée par un observateur.

19. Conformément à l'article 2 de la résolution 4/5 de la Conférence, les organisations intergouvernementales, les services du Secrétariat, les organes, fonds et programmes des Nations Unies, les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les institutions spécialisées et les autres organismes du système des Nations Unies pouvaient être invités à participer aux sessions du Groupe.

20. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs: Académie internationale de lutte contre la corruption, Conseil de l'Europe, Conseil des ministres de l'intérieur des pays arabes, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation internationale pour les migrations et Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique.

21. Les services du Secrétariat, les organes, fonds et programmes des Nations Unies, les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les institutions spécialisées et autres organismes du système des Nations Unies ci-après étaient représentés par des observateurs: Basel Institute on Governance et Programme des Nations Unies pour le développement.

22. L'Ordre souverain de Malte, entité ayant un bureau d'observateur permanent au Siège, était représenté par un observateur.

### **III. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption**

#### **A. Tirage au sort**

23. La Présidence a rappelé qu'en vertu des paragraphes 14 et 19 des termes de référence du Mécanisme, la sélection des États parties participant au processus d'examen se faisait par tirage au sort. Un État partie retenu pour une année donnée pouvait différer sa participation à l'année suivante s'il avait une justification raisonnable. Dans sa résolution 4/1, la Conférence avait approuvé la pratique du Groupe en ce qui concerne le tirage au sort. À sa première session, le Groupe avait tiré au sort les États parties devant être examinés au cours du premier cycle. Conformément à l'organisation des travaux, le tirage au sort pouvait être répété à la fin de la session. Les États parties examinés avaient ainsi le temps de procéder à des consultations pour déterminer s'ils souhaitaient effectivement que le tirage soit répété. Avant de procéder au tirage au sort des États parties examinateurs, il avait été demandé à l'État partie examiné s'il confirmait qu'il était prêt à se soumettre à un examen au cours de la troisième année ou s'il souhaitait reporter cet examen à la quatrième année. Trois États parties ont informé le Groupe qu'ils souhaitaient le reporter.

24. Pour respecter la règle selon laquelle, à la fin d'un cycle donné, tous les États parties devaient avoir procédé au minimum à un examen et au maximum à trois examens, il avait été recommandé au bureau élargi, à sa dernière réunion, de laisser de côté les États ayant déjà effectué deux examens. Seuls les États qui avaient effectué tout au plus un examen participeraient au tirage au sort.

25. Cependant, puisqu'il ne restait plus que deux années dans l'actuel cycle d'examen, les États qui n'avaient pas procédé à un examen la troisième année devraient nécessairement en effectuer un au cours de la quatrième. Les États qui seraient examinés au cours de cette quatrième année et qui n'avaient jamais effectué d'examen n'auraient donc pas la possibilité de refuser d'être examinateurs conformément au paragraphe 20 des termes de référence. La difficulté était aggravée par le fait que les États qui étaient devenus parties à la Convention après le lancement du Mécanisme seraient examinés au cours de la cinquième et dernière année du cycle. L'expérience avait montré que le fait d'être examinateur avant d'être examiné permettait aux États d'acquérir une connaissance et une expérience précieuses du processus d'examen, ce qui était d'autant plus important pour les nouveaux États parties. En outre, le Groupe des États d'Asie avait observé une forte augmentation des États parties depuis le premier tirage au sort, en particulier parmi les petits États insulaires, qui pouvaient éprouver des difficultés tant à effectuer leurs propres examens qu'à intervenir comme examinateurs.

26. Le Groupe d'examen de l'application est convenu de commencer le tirage au sort pour les États examinés au cours de la troisième année en faisant participer uniquement les États qui n'avaient encore jamais effectué d'examen. Si ces États faisaient aussi l'objet d'un examen au cours de cette même année, ils pouvaient refuser d'être examinateurs conformément au paragraphe 20 des termes de référence. Une fois épuisé le nombre d'États n'ayant jamais procédé à un examen, ceux qui en avaient effectué un seul participeraient au tirage au sort.

27. L'attention a été appelée sur les mises à jour des listes d'experts gouvernementaux accessibles sur le site Web de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD). Plusieurs mises à jour avaient été reçues au cours des précédentes semaines. À la 1<sup>re</sup> séance de la session, 143 États parties avaient soumis leur liste d'experts gouvernementaux. Plusieurs d'entre eux étaient présents à la séance et d'autres ont assuré que leur liste serait soumise sous peu. Sept États parties n'avaient pas répondu. Un grand nombre d'États parties s'étaient conformés à l'obligation de fournir leur liste d'experts gouvernementaux avant le tirage au sort. Le Groupe s'est toutefois inquiété de ce que tous ne l'avaient pas fait.

28. Plusieurs États parties qui soit étaient examinés au cours de la troisième année soit étaient déjà sélectionnés pour effectuer un examen cette même année ont refusé de participer à un second examen. Certains États parties qui étaient sélectionnés pour être examinés ou pour effectuer un second examen ont accepté de participer à deux examens de pays (voir annexe II).

29. Les orateurs ont présenté les mesures que leurs pays respectifs avaient mises en œuvre pour lutter contre la corruption, notamment les nouvelles lois sur l'accès à l'information, le blanchiment d'argent et les lobbys. Ils ont également décrit les réformes institutionnelles, la coopération interinstitutions et la coopération avec le secteur privé. Ils ont évoqué en particulier la récente déclaration du Groupe des Vingt à cet égard et l'initiative du Partenariat pour une gouvernance transparente. Plusieurs intervenants ont également fait part d'autres initiatives régionales et multilatérales et certains orateurs ont mentionné les difficultés pratiques auxquelles se heurtait la coopération internationale en matière pénale et ont instamment prié les États parties de coopérer dans le cadre de la Convention et d'appliquer en toute priorité l'intégralité des dispositions du chapitre IV.

30. Plusieurs États ont rendu compte des mesures prises pour appliquer les chapitres relatifs à la prévention et au recouvrement d'avoirs. Ils ont souligné que le deuxième cycle du Mécanisme aborderait des questions encore plus complexes que celles examinées lors du premier cycle. Ils ont insisté sur la nécessité de se préparer à ce deuxième cycle suffisamment longtemps à l'avance, notamment dans le cadre du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption et du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs.

31. Les orateurs ont déclaré que le Mécanisme était un instrument particulièrement efficace pour susciter le dialogue et la coopération. Selon eux, l'établissement des réponses à la liste de contrôle pour l'auto-évaluation constituait une bonne occasion de promouvoir la coopération entre institutions. Plusieurs intervenants ont fait part de leur expérience des approches multipartites, et en particulier de la participation de la société civile et du secteur privé aux examens de pays. Une oratrice a fait savoir que son pays avait publié les coordonnées de son point de contact et a encouragé tous les États parties à en faire autant. La tenue de réunions trilatérales et d'autres consultations informelles en marge des sessions du Groupe d'examen de l'application ou d'autres réunions était également considérée comme une bonne pratique.

32. Les cours de formation organisés par le Secrétariat, avec le soutien d'autres partenaires, représentaient, a-t-on souligné, une composante essentielle du

Mécanisme et il a été jugé utile de poursuivre la formation des experts aux niveaux national et régional.

33. Le Secrétariat a actualisé oralement le document CAC/COSP/IRG/2012/4 s'agissant des statistiques relatives aux différentes étapes du processus d'examen. Il a été fait mention tout particulièrement des premières mesures prises pour préparer les États parties se soumettant à un examen au cours de la troisième année et de la formation des points de contact nommés pour entamer les premiers préparatifs. La version actualisée du logiciel contenant la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation ainsi que la nouvelle page Web consacrée aux examens de pays ont été présentées.

34. De nombreux examens de pays n'avaient pu être conclus dans les délais indicatifs prévus par les Lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat pour la conduite des examens de pays. Certaines délégations ont préconisé une approche plus réaliste des délais, compte tenu de la complexité des deux chapitres faisant l'objet des examens, des besoins en traduction et des problèmes de capacité. D'autres ont appelé les pays à s'acquitter de leur obligation de désigner des points de contact et des experts gouvernementaux et de suivre les étapes prévues pour l'examen dans les délais établis. On a exprimé l'espoir que les enseignements tirés par ceux qui participaient aux examens permettraient de réduire les délais dans le futur. Il a été dit que les retards dans les examens suscitaient des problèmes concernant non seulement la continuité du processus d'examen et des experts gouvernementaux responsables mais aussi la cohérence des rapports qui en résultent. Pour être efficaces, les visites de pays devaient être planifiées et préparées avec soin à l'avance. Il fallait que les rapports de pays rendent compte de l'application de la Convention à un moment donné; les mesures importantes que les pays examinés adoptaient peu avant la conclusion de l'examen pouvaient être mentionnées pour information à condition de préciser que ces mesures n'entraient pas dans le champ de l'examen.

35. Il a été considéré que la répartition des tâches entre les experts gouvernementaux des États parties examinateurs était un moyen de conclure l'examen en temps voulu. Certains orateurs ont toutefois fait savoir que, d'après leur expérience, l'examen approfondi des deux chapitres par chaque État examinateur contribuait dans une large mesure à la qualité matérielle de cet examen.

36. Il a été souligné que le multilinguisme était une caractéristique importante du Mécanisme qui permettait à tous les pays de participer. On a insisté sur la nécessité d'employer les six langues officielles de l'ONU de manière égale. Certains orateurs se sont inquiétés des retards causés par la traduction, notamment dans les cas exceptionnels où l'on traduisait à partir de langues autres que celles employées par l'Organisation.

37. Les orateurs ont recommandé que les enseignements tirés et les bonnes pratiques recensées à l'issue du premier cycle d'examen soient soigneusement compilés pour servir de base au deuxième cycle.



## B. Modèle de résumé analytique

38. La Présidence a ouvert le débat sur le projet de modèle de résumé analytique, établi par le secrétariat en application de la résolution 4/1 de la Conférence et présenté au Groupe pour examen (CAC/COSP/IRG/2012/2).

39. Le Secrétaire a expliqué que le projet de modèle avait pour but de conférer une structure homogène aux résumés analytiques. Il a ensuite informé le Groupe que ce modèle avait été utilisé pour les résumés analytiques établis quelques mois avant la session. Le Groupe pouvait donc s'y référer afin de mieux comprendre comment serait appliqué le modèle proposé.

40. Dans le débat qui a suivi, les orateurs ont échangé leurs vues sur la structure du modèle proposé et le contenu de ses différentes sections. Nombre d'intervenants se sont déclarés satisfaits du modèle établi par le secrétariat et en ont souligné l'utilité pratique. D'autres orateurs ont insisté sur le fait que le modèle devait éviter que les résumés analytiques ne reproduisent la structure et le contenu des rapports de pays.

41. Il a été souligné que le modèle devait se conformer pleinement aux termes de référence du Mécanisme et à la résolution 4/1 de la Conférence. Certains orateurs ont estimé que le résumé analytique devait rester général et ne pas décrire dans le détail l'application de chaque disposition à l'étude. Ils ont noté que, s'il était libellé en termes généraux, le modèle pourrait être appliqué aux deux cycles d'examen.

42. Plusieurs orateurs ont mis en exergue la valeur informative du résumé analytique. Ils ont estimé que ce résumé devrait pouvoir se lire indépendamment de tout autre document et contenir un nombre suffisant d'informations sur l'application des dispositions à l'étude. Selon eux, une telle approche faciliterait l'étude du résumé et contribuerait à son utilité globale.

43. Le Groupe a approuvé la structure suivante pour le résumé analytique:

1. Introduction: Aperçu du cadre juridique et institutionnel de [nom de l'État examiné] dans le contexte de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption
2. Chapitre [...]
  - 2.1 Observations sur l'application des articles examinés
  - 2.2 Succès et bonnes pratiques
  - 2.3 Difficultés d'application, le cas échéant
  - 2.4 Assistance technique nécessaire pour améliorer l'application de la Convention
3. Chapitre [...]
  - 3.1 Observations sur l'application des articles examinés
  - 3.2 Succès et bonnes pratiques
  - 3.3 Difficultés d'application, le cas échéant

### 3.4 Assistance technique nécessaire pour améliorer l'application de la Convention

## C. Rapports thématiques sur l'application

44. Le secrétariat a résumé les principaux éléments des rapports thématiques sur l'application (CAC/COSP/IRG/2012/CRP.1 et CAC/COSP/IRG/2012/CRP.2), qui contenaient des informations sur l'application des chapitres III (Incrimination, détection et répression) et IV (Coopération internationale) de la Convention par les États parties examinés au cours des première et deuxième années du premier cycle du Mécanisme. Chacun de ces rapports se fondait sur les informations consignées dans les rapports d'examen que 19 États parties avaient terminés ou étaient sur le point de terminer au 31 mai 2012. Les rapports contenaient des exemples d'application, des informations sur les succès, les bonnes pratiques et les problèmes, ainsi que des observations et un aperçu thématique des besoins les plus saillants en assistance technique, ventilés par région lorsque cela était possible.

45. Les orateurs ont favorablement accueilli les rapports thématiques et ont noté avec satisfaction que ceux-ci présentaient une utilité croissante pour le travail analytique effectué par le Groupe, en particulier concernant le traitement des questions de fond et l'analyse des besoins d'assistance technique. Ils étaient satisfaits de constater que les recommandations antérieures du Groupe avaient été prises en compte dans les rapports et ont souligné l'utilité des exemples d'application et de bonnes pratiques en tant que moyen d'échanger des informations. Les rapports thématiques fournissaient des informations précieuses sur les nuances en matière d'application, en particulier pour les États parties qui participaient au Mécanisme, et pouvaient également aider le Groupe à recenser les domaines particuliers qui méritaient une attention accrue.

46. Le Groupe a entamé une discussion sur certaines règles matérielles de la Convention qui faisaient l'objet des rapports, notamment sur l'enrichissement illicite, la corruption dans le secteur privé, la responsabilité des personnes morales, ainsi que les privilèges et immunités. Un certain nombre d'orateurs ont décrit la manière dont leurs pays respectifs appliquaient la Convention, en soulignant les nuances et les problèmes d'application, ainsi que les mesures novatrices prises et les faits récemment survenus. Des mesures annexes, comme la déclaration de patrimoine et de revenus dans le contexte de l'enrichissement illicite, ont été examinées. Un certain nombre d'intervenants ont insisté sur la nécessité impérieuse de renforcer la coopération internationale, en particulier dans le domaine de l'extradition, de l'entraide judiciaire, du recouvrement d'avoirs et de l'assistance technique. Les orateurs ont aussi fait observer qu'il était nécessaire, pour étayer la coopération internationale, de renforcer la coopération et l'échange de connaissances sur la manière d'appliquer la Convention. En ce qui concerne l'assistance technique, il a été pris note de la nécessité d'établir une législation type et de procéder à un échange d'expériences sur la vérification des déclarations de patrimoine faites sous serment. On a également mentionné la base de données de l'ONUDC sur les autorités centrales désignées dans le cadre de la Convention contre la corruption, de la Convention contre la criminalité transnationale organisée et des conventions relatives aux drogues, ainsi que le portail TRACK (Tools and

Resources for Anti-Corruption Knowledge), qui contenait de la jurisprudence sur le recouvrement d'avoirs.

47. Plusieurs orateurs ont souligné la nécessité d'appliquer les lois en vigueur contre la corruption de manière efficace et de disposer d'informations statistiques sur la question, aspect que certains intervenants ont jugé problématique. Le secrétariat a indiqué que les examens avaient permis de recueillir des informations sur l'application, lorsque celles-ci étaient disponibles, mais qu'il n'existait pas toujours des statistiques complètes. On a estimé que cela s'expliquait en partie par l'adoption récente de lois d'application, l'insuffisance des capacités et le fait que certaines dispositions étaient moins bien connues que d'autres.

48. Plusieurs orateurs ont reconnu qu'il était nécessaire que les États appliquent pleinement et efficacement toutes les dispositions de la Convention. Ils ont souligné combien il était important de promouvoir l'application de ses principes et d'échanger des connaissances et des informations entre États. À cet égard, plusieurs orateurs ont souligné le rôle important que jouait le secrétariat en faisant mieux connaître la Convention et en fournissant aux États un appui technique pour les aider à surmonter les problèmes d'application, notamment dans le cadre de l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés. Il a été noté que les États devaient renforcer la coopération et la confiance et communiquer directement pour accroître la coopération internationale. Les orateurs ont également fait observer que l'application de la Convention se faisait progressivement et que les deux premières années du cycle révélaient déjà des tendances et des évolutions en matière d'application.

49. Il a été admis que le contenu des rapports thématiques évoluerait à mesure que s'accumuleraient les données. Les orateurs ont proposé que les prochains rapports établissent une distinction entre dispositions impératives et dispositions non impératives, distinction qui gagnerait en pertinence durant le deuxième cycle, et ont noté qu'un résumé concis des principales observations ou des bonnes pratiques sur certaines dispositions de la Convention serait utile. Un orateur s'est félicité de l'insertion de chiffres plus détaillés sur l'application et d'informations sur la manière dont les autorités nationales appliquaient la Convention.

50. Les orateurs ont favorablement accueilli l'idée d'établir des additifs régionaux pour les prochaines sessions du Groupe, une fois qu'une masse critique de données auraient été accumulées, et ont souhaité discuter plus pleinement du contenu de ces additifs. Le secrétariat a favorablement accueilli les propositions du Groupe à ce sujet. Le Groupe devrait en principe tenir une nouvelle discussion thématique complète sur l'application à la reprise de sa troisième session, à laquelle les traductions des rapports seraient également disponibles.

#### **IV. Assistance technique**

51. La Présidence a invité le Groupe à étudier la fourniture d'une assistance technique pour l'application de la Convention en réponse aux besoins recensés grâce au Mécanisme. On a mentionné la résolution 3/1, dans laquelle la Conférence avait décidé que le Groupe serait chargé du suivi et de la poursuite des travaux entrepris précédemment par le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur l'assistance technique. Le Secrétaire a aussi rappelé la

résolution 4/1, dans laquelle la Conférence avait reconnu le rôle précieux que jouait toujours l'assistance technique dans le cadre du Mécanisme et l'importance d'une approche à trois niveaux, à savoir mondial, régional et national. Il a également insisté sur la nécessité pour le Groupe d'examiner son rôle dans la fourniture d'une telle assistance.

52. Le Groupe était saisi, pour examen, d'une note du Secrétariat sur l'assistance technique à l'appui de l'application de la Convention (CAC/COSP/IRG/2012/3) contenant un aperçu actualisé des mesures prises par l'ONUDC pour répondre aux besoins d'assistance technique recensés depuis la quatrième session de la Conférence des États parties. Cette note décrivait les activités réalisées depuis juillet 2011, ainsi que les activités que l'Office prévoyait d'entreprendre dans le futur, pour prêter une assistance technique.

53. Le Groupe s'est félicité des documents établis par le secrétariat comme point de départ à une discussion préliminaire sur la fourniture d'une assistance technique. En particulier, les orateurs ont apprécié l'accent mis sur l'assistance technique dans les rapports thématiques. Ces rapports, ainsi que les besoins en assistance technique détaillés dans les résumés analytiques, permettaient de comprendre et de mesurer les besoins recensés par les États. Un orateur a informé le Groupe de la diffusion de ces résumés auprès des services concernés de son pays de sorte que les projets soient alignés sur ces besoins.

54. Les orateurs ont rappelé que l'assistance technique faisait partie intégrante du Mécanisme. Ils ont réaffirmé que les principes directeurs du Mécanisme, à savoir qu'il devait être transparent, efficace, non intrusif, non exclusif et impartial et n'établir aucune forme de classement, s'appliquaient également à la fourniture d'une assistance technique. L'importance d'une approche intégrée et coordonnée de la programmation et de la prestation de l'assistance technique, sous la conduite des pays et axée sur les pays, comme le préoyaient les résolutions 3/4 et 4/1 de la Conférence, a été soulignée car il s'agissait d'un moyen efficace de répondre aux besoins des États en matière d'assistance technique.

55. Plusieurs orateurs ont insisté sur la nécessité d'éviter les doubles emplois et de mieux exploiter les ressources disponibles. On a souligné l'importance, pour la fourniture d'une assistance technique, d'une coordination efficace à tous les niveaux entre les autorités nationales, les organisations bilatérales et multilatérales et les autres fournisseurs d'assistance technique. Certains orateurs ont reconnu le rôle de la société civile, des ONG, et du secteur privé, dans la lutte contre la corruption. Un orateur s'est félicité du rôle joué par les médias.

56. Les orateurs se sont félicités de l'approche à trois niveaux – à savoir mondial, régional et national – de l'assistance technique. On a souligné qu'il importait de renforcer l'échange de connaissances et de vues afin de remédier aux problèmes d'application de la Convention. Plusieurs orateurs ont noté le rôle important que pouvait jouer l'ONUDC en tant que prestataire d'assistance technique, car il faisait le lien entre les résultats du processus d'examen et la fourniture de cette assistance, mais également dans le développement des connaissances. Il a été souligné que le portail TRACK était non seulement utile pour diffuser des informations mais constituait aussi une ressource pour l'assistance technique; d'autres outils ont été mentionnés comme le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire et la base de données sur les autorités centrales. Certains orateurs ont fait mention d'autres

activités et outils éducatifs, comme ceux utilisés par l'Académie internationale de lutte contre la corruption et ceux actuellement mis au point dans le cadre de l'Initiative de l'ONUSD sur l'enseignement universitaire en matière de lutte contre la corruption. L'Office a été salué pour les efforts qu'il déployait dans le domaine de l'assistance technique, en particulier en détachant des conseillers régionaux en matière de lutte contre la corruption. Plusieurs intervenants ont souligné l'importance du partage des informations pour une meilleure coordination au niveau régional. Des orateurs ont fait part de l'expérience de leurs pays respectifs en tant que prestataires d'assistance technique, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Plusieurs orateurs ont insisté sur l'élaboration volontaire de plans d'action nationaux à partir des résultats du processus d'examen et sur la nécessité de prêter une assistance technique uniquement sur demande.

57. Les orateurs ont souligné combien il importait d'allouer des fonds suffisants et les ressources nécessaires à la prestation de l'assistance technique. Un exemple de contributions pluriannuelles à la prestation continue et durable d'une telle assistance a été présenté au Groupe. Plusieurs intervenants sont également convenus qu'un atelier, semblable à celui tenu à Montevideo en 2007, favoriserait la coordination et permettrait de se faire une idée des mesures que les donateurs bilatéraux et multilatéraux ainsi que les autres prestataires d'assistance technique devraient mettre en place pour promouvoir l'application de la Convention.

58. Le représentant du PNUD a déclaré que l'assistance technique à l'appui de la Convention occupait un rang de priorité élevé pour son organisation, qui exécutait des programmes en la matière dans quelque 135 pays. Il s'est félicité de la coordination continue entre l'ONUSD et le PNUD et a salué les efforts fournis par les conseillers régionaux en matière de lutte contre la corruption de l'Office. Il a pris note des travaux menés par le PNUD pour promouvoir la pleine application de la Convention, comme indiqué dans la note d'orientation intitulée "Going beyond the minimum" et a précisé que ces travaux, notamment en ce qui concerne la réalisation d'une analyse des lacunes, ne seraient effectués qu'à la demande du pays concerné et à titre volontaire. Ces travaux étaient menés dans le cadre du mandat du PNUD et conformément aux principes directeurs du Mécanisme, à partir de la liste de contrôle pour l'auto-évaluation.

## **V. Questions financières et budgétaires**

59. Le Secrétaire a rappelé que, dans sa résolution 4/1, la Conférence des États parties avait prié le secrétariat d'examiner plus avant le solde négatif mentionné dans la note du Secrétariat sur les ressources nécessaires au fonctionnement du Mécanisme, de déterminer si ce solde négatif pouvait être compensé par une optimisation des coûts ou des contributions volontaires, et d'en tenir compte lors de la présentation du budget pour l'exercice biennal 2014-2015, conformément à la résolution 1/1 du Groupe et à la section VII des termes de référence. Le Secrétaire a souligné les efforts réalisés pour donner suite à ces indications, qui ont consisté à mobiliser des fonds pour couvrir une partie des dépenses de personnel et à optimiser les coûts pour assurer la traduction des documents de conférence. D'éventuelles dépenses supplémentaires seraient communiquées aux États parties à la reprise de la troisième session du Groupe, en novembre 2012. Le Secrétaire a pris note avec satisfaction des contributions volontaires versées par des pays et des organisations à

l'appui du Mécanisme et a encouragé les donateurs à envisager des financements pluriannuels pour assurer la cohérence, la continuité et la prévisibilité des fonds et permettre une planification appropriée. Même si le niveau des contributions extrabudgétaires semblait suffisant pour couvrir les besoins du Mécanisme pour les deuxième et troisième années, le secrétariat a insisté sur le manque de prévisibilité du financement, les contributions étant généralement annoncées sur une base annuelle.

60. Le secrétariat a fourni des informations détaillées sur les dépenses encourues jusqu'alors pour les deux premières années de fonctionnement du Mécanisme et noté que, dans la mesure où des examens étaient toujours en cours tant pour la première que pour la deuxième année, aucun chiffre définitif ne pouvait être communiqué.

61. Les dépenses encourues au titre du budget ordinaire étaient liées à la traduction officielle des documents de conférence et au financement de neuf postes au secrétariat. L'inscription de dépenses supplémentaires au budget ordinaire pour l'exercice biennal 2014-2015 devrait être préparée par l'ONUDC au cours du troisième trimestre de 2012 en vue d'être présentée au Secrétaire général, qui en assurerait la coordination.

62. Il a été noté que les dépenses extrabudgétaires pour la deuxième année dépasseraient celles de la première année en raison du grand nombre d'examens de pays qui seraient réalisés. S'agissant de la traduction, le secrétariat a rappelé qu'il s'efforçait de couvrir les frais de traduction des documents officiels à l'usage du Groupe dans la limite des quotas existants du budget ordinaire alloués au Service de la lutte contre la corruption et la criminalité économique. La pratique consistant à externaliser vers les bureaux extérieurs de l'ONUDC la traduction des documents de travail devant être utilisés aux fins des examens de pays avait été poursuivie. Afin de rationaliser le processus de traduction et d'en garantir la cohérence, le secrétariat avait lancé un appel d'offres au niveau mondial pour assurer la traduction des documents autres que les documents de conférence. Les résultats de cette procédure seraient connus en août 2012.

63. Des orateurs se sont dits satisfaits de la clarté des documents fournis et ont encouragé le secrétariat à poursuivre cette approche transparente. Certains ont souligné que le manque de prévisibilité du financement menaçait la viabilité du Mécanisme et exprimé la crainte que les fonds ne suffisent pas pour couvrir le nombre croissant d'examens de pays prévus au cours de la troisième année.

64. Des orateurs ont rappelé l'engagement pris lors de la création du Mécanisme d'assurer un financement suffisant et durable pour en garantir le fonctionnement. Plusieurs orateurs ont souligné que le plurilinguisme du processus d'examen ne devait pas être remis en question et que, conformément aux termes de référence, il fallait faire en sorte que les examens puissent être réalisés dans l'une quelconque des langues officielles de l'ONU. À cet égard, des orateurs ont déploré certains retards dans la traduction des documents de travail, qui avaient eu des répercussions sur la durée de plusieurs examens de pays. Certains orateurs ont recommandé que la traduction des documents de travail soit inscrite au budget ordinaire qui serait présenté pour l'exercice biennal 2014-2015.

65. Des orateurs ont souligné combien il importait que le secrétariat continue d'informer le Groupe au sujet des questions financières et budgétaires et l'ont prié

de lui communiquer, à la reprise de sa troisième session, des estimations des dépenses au titre du budget ordinaire pour l'exercice biennal 2014-2015. Le Secrétaire a précisé que si des États parties souhaitaient appuyer l'inscription de dépenses supplémentaires au budget ordinaire pour la traduction de documents officiels, il faudrait qu'une décision soit prise à la session suivante de la Conférence des États parties. Certains orateurs ont noté que toute décision financière ou budgétaire relèverait du mandat et de la compétence d'autres organes de l'ONU, en particulier le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission.

## **VI. Autres questions**

### **Séance d'information à l'intention des organisations non gouvernementales**

66. Des orateurs se sont félicités de la convocation de la 1<sup>re</sup> séance d'information à l'intention des ONG et ont jugé cette première étape positive. Ils ont salué en particulier la manière dont la séance avait été conduite par le Président ainsi que la présentation par le secrétariat des travaux du Groupe, sur la base de documents officiels, en application de la résolution 4/6. Des orateurs ont noté que la séance d'information était une première occasion d'entamer un dialogue avec les ONG et que les modalités et le calendrier des séances ultérieures, qui seraient tenues en marge des sessions du Groupe, pouvaient être améliorés. Certains orateurs ont exprimé l'avis qu'à l'avenir, ces séances d'information pourraient se tenir avant, pendant ou après la session du Groupe, et d'autres ont souligné que la fourniture de services d'interprétation à la session en cours ne devrait pas être considérée comme un précédent pour les sessions ultérieures. Un orateur a recommandé que les séances d'information ultérieures soient structurées selon une liste d'orateurs qui donnerait aux ONG l'occasion de s'exprimer en premier, avant que la parole ne soit donnée aux États. Il a été recommandé qu'à l'avenir, on s'efforce de privilégier un dialogue plus constructif entre les ONG et les États par rapport à la lecture de déclarations. Plusieurs orateurs ont noté que la séance d'information avait été bien accueillie par les ONG et que des recommandations précieuses avaient été faites.

67. Plusieurs orateurs ont souligné l'utilité de la séance d'information, car elle était l'occasion de recevoir des informations sur l'expérience et les contributions des ONG et constituaient un moyen de renforcer la confiance, conformément à la résolution 4/6. Ils se sont félicités des informations communiquées par les ONG sur leur contribution à la lutte contre la corruption. Plusieurs orateurs ont recommandé que des mesures soient prises pour appliquer pleinement la résolution 4/6 de la Conférence et les principes directeurs du Mécanisme. En particulier, plusieurs orateurs ont noté avec préoccupation que la situation de certains pays avait été évoquée pendant la séance. Plusieurs orateurs ont déclaré que, lors des séances ultérieures, ils espéraient que les ONG communiqueraient des informations plus concrètes sur leurs activités contribuant au processus d'examen, les activités d'assistance technique et l'application de la Convention. Des informations ont été fournies sur l'aide à la rédaction de textes législatifs, l'appui à l'exécution de stratégies et plans nationaux de lutte contre la corruption, la formation et la sensibilisation.

68. À la reprise de sa troisième session, le Groupe devrait examiner comment structurer au mieux les séances d'information et permettre un dialogue constructif. Certains orateurs ont recommandé que des mesures soient prises pour encourager la participation d'organisations plus diverses, provenant en particulier de pays en développement.

## **VII. Ordre du jour provisoire de la quatrième session**

69. À sa 8<sup>e</sup> séance, le 22 juin 2012, le Groupe a adopté l'ordre du jour provisoire de sa quatrième session (voir annexe I).

## **VIII. Adoption du rapport**

70. À sa 8<sup>e</sup> séance également, le Groupe a adopté le rapport sur les travaux de sa troisième session.



## **Annexe I**

### **Ordre du jour provisoire de la quatrième session du Groupe d'examen de l'application**

1. Questions d'organisation:
  - a) Ouverture de la session;
  - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption.
3. Assistance technique.
4. Questions financières et budgétaires.
5. Autres questions.
6. Ordre du jour provisoire de la cinquième session du Groupe d'examen de l'application.
7. Adoption du rapport du Groupe d'examen de l'application sur les travaux de sa quatrième session.

## Annexe II

### États parties sélectionnés pour être examinés et comme examinateurs pour le premier cycle d'examen

Les tableaux 1 à 4 donnent la liste des États devant être examinés et des équipes d'États examinateurs tels qu'ils ont été tirés au sort pour les quatre années du premier cycle d'examen du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Tableau 1  
États examinés et États examinateurs: première année

<i>Groupe régional</i>	<i>État partie examiné</i>	<i>État partie examinateur appartenant au même groupe régional</i>	<i>Autre État partie examinateur</i>
Groupe des États d'Afrique	Zambie	Zimbabwe	Italie
	Ouganda	Ghana	Roumanie
	Togo	République-Unie de Tanzanie	Ouganda
	Maroc	Afrique du Sud	Slovaquie
	Sao Tomé-et-Principe	Éthiopie	Mongolie
	Rwanda	Sénégal	Liban
	Niger	Maurice	Fédération de Russie
	Burundi	Égypte	République bolivarienne du Venezuela
Groupe des États d'Asie	Jordanie	Maldives	Nigéria
	Bangladesh	République islamique d'Iran	Paraguay
	Mongolie	Yémen	Kenya
	Fidji	Bangladesh	États-Unis
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tadjikistan	Malawi
	Indonésie	Ouzbékistan	Royaume-Uni
Groupe des États d'Europe orientale	Lituanie	Fédération de Russie	Égypte
	Croatie	Monténégro	République démocratique populaire lao
	Bulgarie	Albanie	Suède
	Ukraine	Slovénie	Pologne
Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes	Chili	El Salvador	Ukraine
	Brésil	Mexique	Haïti
	République dominicaine	Nicaragua	Uruguay
	Argentine	Panama	Singapour
	Pérou	État plurinational de Bolivie	Équateur

<i>Groupe régional</i>	<i>État partie examiné</i>	<i>État partie examinateur appartenant au même groupe régional</i>	<i>Autre État partie examinateur</i>
Groupe des États d'Europe occidentale et autres États	États-Unis	Suède	ex-République yougoslave de Macédoine
	Finlande	Grèce	
	Espagne	Belgique	Tunisie
	France	Danemark	Lituanie Cap-Vert

Tableau 2  
États examinés et États examinateurs: deuxième année

<i>Groupe régional</i>	<i>État partie examiné</i>	<i>État partie examinateur appartenant au même groupe régional</i>	<i>Autre État partie examinateur</i>
Groupe des États d'Afrique	Seychelles	République démocratique du Congo	Sao Tomé-et-Principe
	Maurice		Lesotho
	Bénin	Guinée-Bissau	Finlande
	Mozambique	Zimbabwe	République dominicaine
	Congo	Burkina Faso	Serbie
	Cap-Vert	Maroc	Costa Rica
	République centrafricaine	Malawi	Ghana
	Sierra Leone	Tunisie	Thaïlande
	Afrique du Sud <sup>a</sup>	Bénin	Mali
	Zimbabwe <sup>a</sup>	Sénégal	Malawi
	Cameroun <sup>a</sup>	Madagascar	ex-République yougoslave de Macédoine
		Angola	
Groupe des États d'Asie	Brunéi Darussalam	Yémen	Liechtenstein
	Iraq	Malaisie	Jordanie
	République démocratique populaire lao	Mongolie	Luxembourg
		Pakistan	Qatar
	Kazakhstan	Bangladesh	Égypte
	Philippines	Liban	Italie
	Viet Nam	Fidji	Namibie
	Timor-Leste <sup>a</sup>	Maldives	Portugal
	Émirats arabes unis <sup>a</sup>	Indonésie	Bélarus
	République islamique d'Iran <sup>a</sup>	Sri Lanka	Éthiopie
	Koweït <sup>a</sup>		

<i>Groupe régional</i>	<i>État partie examiné</i>	<i>État partie examinateur appartenant au même groupe régional</i>	<i>Autre État partie examinateur</i>
Groupe des États d'Europe orientale	Slovaquie	Pologne	Malte
	Serbie	Roumanie	Ukraine
	Monténégro	Arménie	Royaume-Uni
	Estonie	Albanie	Burundi
	Azerbaïdjan	Bosnie-Herzégovine	Guatemala
	Fédération de Russie	Ukraine	Équateur
	Géorgie <sup>a</sup>	Hongrie	Chypre
Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes	Cuba	Brésil	Guatemala
	Uruguay	Argentine	Brésil
	El Salvador	État plurinational de Bolivie	Singapour
	Nicaragua	Cuba	Népal
	Colombie	Honduras	Slovénie
	Panama	Bahamas	Estonie
	Dominique <sup>a</sup>	Chili	Paraguay
	Jamaïque <sup>a</sup>	Trinité-et-Tobago	Pays-Bas
Groupe des États d'Europe occidentale et autres États	Australie	États-Unis	Turquie
	Norvège	Suède	Koweït
	Royaume-Uni	Israël	Grèce
	Portugal	Espagne	Maroc
	Suisse <sup>a</sup>	Finlande	Algérie

<sup>a</sup> Examen différé à partir de l'année précédente du cycle.

**Tableau 3**  
**États examinés et États examinateurs: troisième année**

<i>Groupe régional</i>	<i>État partie examiné</i>	<i>État partie examinateur appartenant au même groupe régional</i>	<i>Autre État partie examinateur</i>
Groupe des États d'Afrique	Mali	Sierra Leone	Îles Marshall
	Lesotho	Botswana	Gabon
	Djibouti	Libye	Pérou
	Algérie	Niger	Lettonie
	Ghana	Rwanda	Sainte-Lucie
	République-Unie de Tanzanie	Mozambique	Australie
	Burkina Faso	Congo	Rwanda
	Tunisie	Seychelles	Guyana
	Guinée-Bissau	Togo	Djibouti
	Angola	Libéria	Timor-Leste
	Mauritanie <sup>a</sup>	République centrafricaine	Antigua-et-Barbuda

<i>Groupe régional</i>	<i>État partie examiné</i>	<i>État partie examinateur appartenant au même groupe régional</i>	<i>Autre État partie examinateur</i>
Groupe des États d'Asie	République de Corée	Inde	Bulgarie
	Chypre	Turkménistan	Autriche
	Malaisie	Philippines	Kenya
	Pakistan	Îles Salomon	Norvège
	Qatar	Micronésie (États fédéraux de)	Dominique
	Afghanistan	Chine	Brunéi Darussalam
	Sri Lanka <sup>a</sup>	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Chine
Groupe des États d'Europe orientale	Hongrie	République de Moldova	Jamaïque
	Slovénie	Lettonie	Cameroun
	Lettonie	Géorgie	Irlande
	Roumanie	Estonie	France
	ex-République yougoslave de Macédoine	Croatie	Islande
	Arménie	Lituanie	Kirghizistan
Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes	Mexique	Pérou	Azerbaïdjan
	Paraguay	Colombie	Philippines
	État plurinational de Bolivie	Costa Rica	Zambie
	Trinité-et-Tobago	Argentine	Palaos
	Guyana	Cuba	Vanuatu
	République bolivarienne du Venezuela	Chili	Émirats arabes unis
Groupe des États d'Europe occidentale et autres États	Suède	France	Canada
	Canada	Suisse	Iraq
	Luxembourg	Autriche	Suisse
	Italie	Liechtenstein	Kazakhstan
	Pays-Bas	Australie	Uruguay
	Autriche	Israël	Viet Nam
	Malte <sup>a</sup>	Espagne	Cambodge

<sup>a</sup> Examen différé à partir de l'année précédente du cycle.

Tableau 4  
**États examinés et États examinateurs: quatrième année**

<i>Groupe régional</i>	<i>État partie examiné</i>
Groupe des États d'Afrique	Sénégal
	Libéria
	Kenya
	Nigéria
	Gabon
	Malawi
	Libye
	Madagascar
	Namibie
	Éthiopie
	République démocratique du Congo <sup>a</sup>
	Botswana <sup>a</sup>
	Egypte <sup>b</sup>
Groupe des États d'Asie	Kirghizistan
	Maldives
	Liban
	Ouzbékistan
	Palaos
	Turkménistan
	Singapour
	Chine
	Tadjikistan
	Bahreïn <sup>a</sup>
	Thaïlande <sup>a</sup>
	Inde <sup>a</sup>
	Népal <sup>a</sup>
	Vanuatu <sup>a</sup>
	Îles Cook <sup>a</sup>
	Îles Marshall <sup>a</sup>
	Micronésie (États fédérés de) <sup>a</sup>
	Nauru <sup>a</sup>
	Yémen <sup>b</sup>
	Cambodge <sup>b</sup>

<i>Groupe régional</i>	<i>État partie examiné</i>
Groupe des États d'Europe orientale	Pologne Bélarus Bosnie-Herzégovine Albanie République de Moldova
Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes	Équateur Haïti Costa Rica Honduras Guatemala Antigua-et-Barbuda Bahamas Sainte-Lucie <sup>a</sup>
Groupe des États d'Europe occidentale et autres États	Turquie Grèce Belgique Danemark Israël Liechtenstein <sup>a</sup> Islande <sup>a</sup> Irlande <sup>a</sup>

<sup>a</sup> États parties ayant ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption ou y ayant adhéré après le tirage au sort effectué à la première session du Groupe d'examen de l'application.

<sup>b</sup> Examen différé à partir de l'année précédente du cycle.